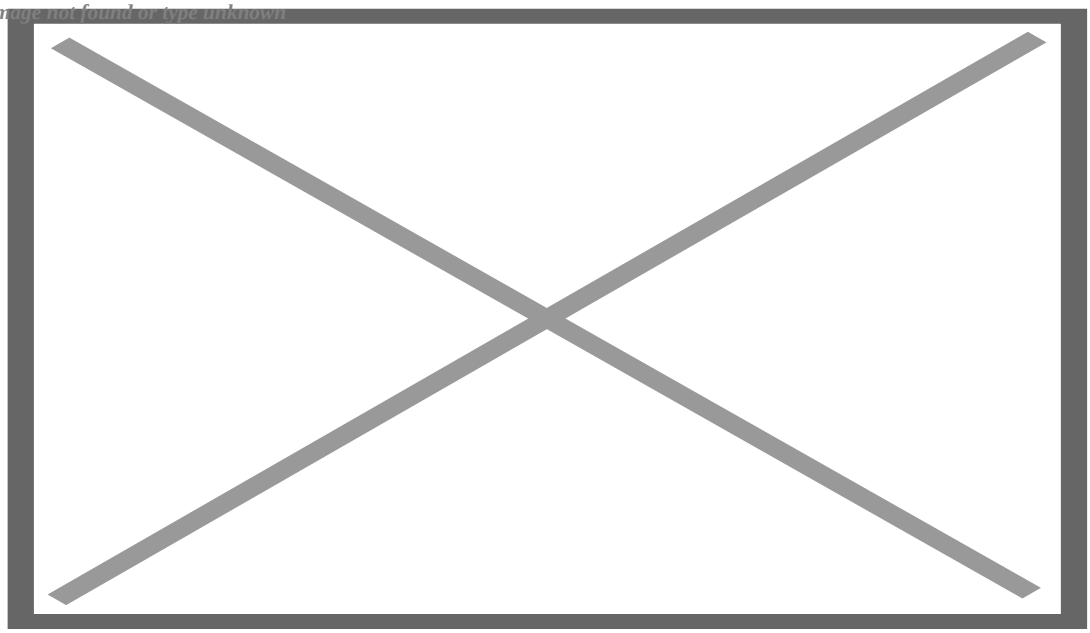
Le blocus, un acte de guerre en temps de paix

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Cela fait 60 ans que les États-Unis ont rendu officiel le blocus économique, commercial et financier contre Cuba, le plus long de l'histoire de l'humanité. Cette politique cruelle et inhumaine était en gestation depuis 1959 afin d'isoler et d'étouffer la révolution cubaine naissante.

Bien que ce soit le 3 février 1962 que le président de l'époque John F. Kennedy a signé le décret 3447 sur l'état de siège économique, Washington avait déjà exercé des pressions et adoptait d'autres mesures avant cette date. En conséquence, l'approvisionnement en diesel à Cuba par des compagnies états-uniennes a été coupé, le quota de sucre cubain sur le marché du pays voisin a été annulé et les citoyens états-uniens ont été conseillés de s'abstenir de voyager à la nation caribéenne.

Une année avant de rendre officiel le blocus, les États-Unis ont annoncé la rupture de leurs relations diplomatiques et consulaires avec le gouvernement cubain.

Tout au long de six décennies les différentes administrations états-uniennes ont maintenu et renforcé cette mesure unilatérale, qui constitue un acte de guerre en temps de paix et viole les normes les plus élémentaires du droit international.

En 1992, sous l'administration de Georges Bush père, par exemple, la loi Torricelli avec un caractère extraterritorial très marqué a été approuvée. Depuis ce moment-là, les filiales états-uniennes basées aux pays tiers n'ont plus le droit de négocier avec la nation caribéenne, et l'entrée de tout navire ayant touché des ports cubains au cours des 180 jours précédents est interdite aux ports états-uniens.

Quatre ans plus tard, l'administration de William Clinton internationalise encore plus le siège économique, avec l'approbation de la loi Helms-Burton qui refuse les crédits et l'aide financière à des pays et à des organisations favorisant la coopération avec Cuba.

Depuis 1992 la communauté internationale a condamné à une majorité écrasante à l'Assemblée Générale des Nations Unies la politique hostile de Washington, qui a toutefois ignoré l'opinion mondiale et celle de son propre peuple, pour la plupart en faveur de la fin du blocus et de la normalisation des relations bilatérales.

En effet, de 2017 à 2021, l'ancien président Donald Trump a approuvé plus de 240 mesures contre les Cubains, dont 55 en pleine urgence sanitaire mondiale en raison du Covid-19. Cette administration a empêché l'arrivée au territoire cubain de dons de fournitures médicales qui faisaient la différence entre la vie et la mort.

Le blocus a également mis des obstacles à la recherche et à la production des vaccins cubains contre le Covid-19, ce qui a nécessité d'un grand effort de la part du gouvernement cubain pour garantir l'immunisation de la population et la protéger de la maladie causée par le nouveau coronavirus.

Au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies, vingt-neuf résolutions en faveur de la levée du blocus ont été approuvées, la dernière d'entre elles, sous l'administration de Joe Biden. Mais l'actuel président a suivi les pas de son prédécesseur et il maintient la mesure criminelle et génocidaire.

Les dommages cumulés lors de six décennies s'élèvent à 147 853 milliards de dollars. Au-delà des chiffres, le blocus nuit aux familles cubaines et à leur bien-être. Il touche tous les domaines de la vie socio-économique et entrave le développement du pays dans la construction d'une société plus prospère et durable.

Mais le peuple cubain résiste et continue à travailler pour son avenir, car comme l'avait souligné le leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro, « Cuba a trouvé la force morale et matérielle pour remporter la victoire sur le terrain politique et idéologique dans la lutte contre le blocus économique, la subversion et les agressions de l'impérialisme états-unien ».

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/284977-le-blocus-un-acte-de-guerre-en-temps-de-paix

Radio Habana Cuba